

REVOLUTION INTERNATIONALE



ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Refusons l'austérité socialiste !

■ "La meilleure rentrée depuis quinze ans !", "L'économie française se porte beaucoup mieux que prévu !", "Baisse du déficit prévu de la Sécurité Sociale qui ne serait plus que de 9 milliards de francs, grâce à la poursuite de l'embellie économique qui se traduit à la fois dans les embauches et les rémunérations" ("Le Monde" du 20/9/88). Annonce par le gouvernement Rocard d'un budget de "gauche" 89 qui "enfin donnera la priorité à l'éducation, la recherche, l'emploi, la culture !", et qui annonce comme une de ses décisions essentielles, celle de la création du revenu minimum d'insertion "dont l'importance est comparable à celle des grandes lois sociales de l'après-guerre". Bref, à écouter le gouvernement Rocard, les médias et la majorité des syndicats, en cette rentrée 88, l'avenir est au beau fixe, mais ... à condition bien sûr de ne pas "relâcher l'effort de rigueur" : "Attention à l'ivresse que pourrait faire naître ce bon cru", c'est le cri de toute la bourgeoisie aujourd'hui. Il s'agit de faire passer le message clairement à la classe ouvrière : vos efforts ont porté leurs premiers résultats, mais ce n'est pas encore dans l'immédiat que vous pourrez bénéficier des fruits de cette bonne santé de l'économie française ! Il faudra continuer encore à accepter la rigueur ! "Ce n'est pas de l'entêtement dans la rigueur ; c'est de la continuité dans le redressement" (Jean Boissonnat dans la "Tribune de l'Expansion" du 9/9) !

Tous ces discours mensongers visent à cacher aux

yeux des ouvriers l'ampleur et la gravité du désastre économique pour tenter de leur faire accepter des attaques qui se font de plus en plus brutales, touchant sans exception tous les secteurs de la classe ouvrière et tous les aspects de son existence.

Ainsi toutes les mesures spectaculaires que vient de prendre le gouvernement de gauche, ne sont que des mesures "poudre aux yeux" : remboursement à 100% de tous les médicaments à vignette bleue supprimant la mesure la plus ignoble du "plan Seguin" de mai 87 (qui avait ramené le remboursement de ces médicaments à 40%) ; modification de la loi Méhaignerie de janvier 86 sur les loyers qui a eu comme conséquence immédiate le doublement ou le triplement des loyers en particulier dans la région parisienne... Toutes ces mesures visent à corriger quelques effets par trop criants et inacceptables du plan d'austérité du précédent gouvernement afin d'en faire accepter l'essentiel, servant ainsi en même temps à crédibiliser l'image "de gauche" d'un gouvernement "socialiste". Mais aussi, elles visent à masquer l'ampleur réelle des attaques actuelles que cache en particulier le fameux "plan emploi" pour les chômeurs et de celles, encore bien plus graves qui sont en préparation avec les projets à l'étude autour de la réforme de la protection sociale.

AVEC LE PLAN POUR L'EMPLOI, C'EST UNE ENORME ATTAQUE CONTRE LES OUVRIERS CHOMEURS QUI VA ETRE A

L'ACTIF DU GOUVERNEMENT "SOCIALISTE". Alors que le nombre de chômeurs ne cesse de croître, en augmentation de 1,9% rien que pour le seul mois de juillet, portant celui-ci à un peu plus de 3 millions (3.600.000 en fait pour les sans-emploi), et ces chiffres ne peuvent qu'augmenter dans le cours des prochains mois, le gouvernement continue d'attaquer fortement les chômeurs. D'abord, avec l'instauration du fameux "revenu minimum d'insertion" qui doit être versé aux sans ressources et qui vient d'être adopté avec grande publicité. Déjà par elle-même cette mesure est une mesure de misère : 2000F par mois pour un sans ressource, 3000F pour deux personnes et 600F supplémentaires par personne à charge en contre-partie d'une "action d'insertion" (sic !) (les ouvriers tucistes, ceux appelés PII, savent déjà ce que cela

(SUITE PAGE 2)

sommaire

FRANCE	
.Résolution sur la situation en France (2)....	p.2
.La bourgeoisie prépare ses armes.....	p.3
.La CFDT refait peau neuve.....	p.3
.Campagnes idéologiques.....	p.3
SITUATION INTERNATIONALE	
.Crise économique.....	p.4
.Tract du CCI aux USA.....	p.4
.Pologne.....	p.5
.Grève des postes en Grande-Bretagne.....	p.5
MILIEU REVOLUTIONNAIRE	
."Jalons" n'est plus.....	p.7

LE CAPITALISME NOUS ENTRAINÉ VERS LE NEANT IL FAUT LE DETRUIRE

Pour la bourgeoisie, la série de catastrophes qui a frappé ces derniers mois toutes les parties du monde relève de la fatalité. Il s'agit pour elle de dégager la responsabilité du système capitaliste, d'en cacher la barbarie et la pourriture, de consoler les masses exploitées qui en sont les premières victimes afin de les détourner du combat contre ce système. Pour les révolutionnaires, il ne s'agit pas de consoler les ouvriers de leur misère et de leurs

souffrances en leur masquant toute l'horreur de ce monde pourrissant. Il leur revient, au contraire, d'en souligner toute l'ampleur afin de mettre en évidence l'importance et la gravité des enjeux historiques de la situation présente. Comme l'écrivait déjà Marx en 1844, les révolutionnaires doivent, dans leur propagande, "rendre l'oppression réelle encore plus dure en lui ajoutant la conscience de l'oppression, rendre la honte plus honteuse encore en la divulguant" (1).

qui sont grippés. C'est tout un édifice social qui se fissure de toutes parts.

LE CAPITALISME DECADENT EST SYNONYME DE DESTRUCTION ET DE MORT

Cette succession effrayante de catastrophes "naturelles" ou "accidentelles" est aujourd'hui l'expression la plus spectaculaire d'une société moribonde, d'une société qui part en lambeaux. Ces catastrophes font éclater au grand jour la faillite totale d'un système -le capitalisme- qui est entré depuis la première guerre mondiale dans sa période de décadence. Cette décadence signifie qu'après toute une période de prospérité où il a été capable de faire faire un bond gigantesque aux forces productives en créant le marché mondial, en étendant son mode de production à toute la planète, ce système a atteint depuis le début du siècle ses propres limites historiques. Ce déclin du capitalisme se traduit aujourd'hui par le fait qu'il ne peut désormais engendrer à l'échelle planétaire que toujours plus de destruction et de barbarie.

C'est cette décadence qui explique que les pays du "Tiers-Monde" n'aient pu se développer parce qu'ils sont arrivés trop tard sur un marché mondial déjà constitué, déjà partagé (cf. notre brochure sur "La décadence du capitalisme").

(SUITE PAGE 6)

■ Fin août - début septembre : incendie d'un grand magasin de Lisbonne transformant en brasier le cœur de la capitale portugaise, cyclone dévastateur s'abattant sur les côtes du golfe du Mexique, inondations au Bangladesh faisant des dizaines de millions de victimes... La série de catastrophes que nous avons connues ces derniers mois continue. Qu'y a-t-il derrière cette fameuse "loi des séries" dont la presse, la radio, la TV nous renvoient quotidiennement les images apocalyptiques ? La fatalité ? Le fruit d'un hasard malencontreux ? Certainement pas.

Dans les pays du "Tiers-Monde", ce sont tantôt les pluies torrentielles comme au Bangladesh ou au Soudan aujourd'hui, tantôt la sécheresse comme au Sahel, qu'on rend responsables des famines les plus meurtrières qu'aient jamais connues l'humanité. S'il

est vrai que les phénomènes naturels, liés aux particularités climatiques ou saisonnières de certaines régions du monde sont en eux mêmes inévitables, ce n'est pas à ces phénomènes qu'il faut attribuer toutes ces pertes en vies humaines, toutes ces destructions. De même qu'ici, dans les pays les plus industrialisés, ce ne sont pas les défaillances de tel ou tel conducteur de train qui sont responsables des accidents ferroviaires comme celui de la gare de Lyon à Paris en juin 88 ; ce n'est pas à une mauvaise gestion de l'économie que l'on doit l'état de délabrement actuel des moyens de production, la vétusté des moyens de transports qui, chaque jour, tuent ou mutilent des vies humaines, engendrant une insécurité croissante pour la classe ouvrière et toute la population.

Ce sont tous les rouages de la société capitaliste

RESOLUTION SUR LA SITUATION EN FRANCE (2ème PARTIE)

Nous publions ci-dessous la deuxième partie de la résolution sur la situation en France adoptée au 8ème Congrès de R.I. et dont la première partie est parue dans le n°171 du journal.

7. Les difficultés rencontrées par le capital national face au développement de la guerre commerciale n'auront en tout cas nullement conduit la bourgeoisie française à faire montre de modestie au cours des deux années écoulées, que ce soit sur le terrain directement impérialiste ou sur le plan des efforts d'armement. La France confirme ainsi résolument son rôle de lieutenant indéfectible du bloc US, mais se montre surtout résolue à oeuvrer aux avant-postes face à l'aggravation des tensions impérialistes. Si elle a continué et continue à jouer son rôle de gendarme en Afrique, en particulier au Tchad avec le maintien de l'opération "Epervier", cela fut plus net encore au moment du déploiement de la flotte US dans le golfe Persique où la France sera la première puissance européenne à emboîter aussi rapidement le pas de l'US Navy par le détachement d'une escadre complète dans les eaux du Golfe, tout en débiquant tout aussi rapidement les budgets spéciaux, c'est-à-dire supplémentaires à un budget de la défense en constante augmentation, que requièrent de telles opérations militaires.

Au sein de l'Europe, il n'est pas trop fort d'affirmer que, au-delà de la célérité affichée par la bourgeoisie française pour "assurer la libre circulation des navires de commerce et défendre les intérêts stratégiques dans cette région du monde", la France s'affirme de plus en plus comme le véritable artisan et maître d'oeuvre du renforcement de l'OTAN face aux pressions américaines pour que l'Europe assure de plus en plus directement et largement "sa" défense. Significatives sont à cet égard, tant la participation de la France au récent sommet de l'OTAN (malgré sa non-appartenance officielle au commandement intégré de l'organisation en Europe) que la tenue des manœuvres militaires franco-allemandes, historiques par l'ampleur des moyens engagés, à la frontière tchécoslovaque du bloc de l'Est. Sur le plan du renforcement des moyens de guerre, la détermination française aura, là aussi, été sans faiblesse : cela s'est traduit aussi bien par l'adoption d'une loi de programmation militaire de près de 500 milliards de francs sur 5 ans de modernisation de systèmes d'armes existants ou de mise en chantier de nouveaux moyens de destruction (sous-marins nucléaires, missiles...), le lancement du programme du nouvel avion de combat "Rafale" (considéré par nombre d'experts de la bourgeoisie comme une hérésie financière !) mais aussi au travers de la multiplication des initiatives de la France en direction de ses partenaires européens pour développer tels programmes de char ou d'hélicoptère de combat avec la RFA par exemple, confirmant et amplifiant en cela l'initiative antérieure d'obédience fortement française du projet Euréka.

Cette orientation marquée de la politique de la bourgeoisie française par delà les clivages politiques traditionnels aura de plus en plus de conséquences non seulement économiques, mais aussi politiques :

- économiques, car les efforts guerriers ne peuvent que se traduire par une contraction accélérée des budgets sociaux de l'Etat, traduisant encore plus fortement que dans la plupart des autres pays européens la dure réalité de "toujours plus de canons pour la bourgeoisie, toujours moins de beurre pour la classe ouvrière". C'est ainsi que depuis deux ans le budget de la défense est le premier poste de dépense de l'Etat, dépassant en cela le budget de l'Education Nationale.

- mais aussi politiques, car la tendance de plus en plus nette à la permanence de l'engagement militaire de la France dans différents points "chauds" du globe se traduisant par l'envoi au front de soldats du contingent ne peut que favoriser (et cela quelles que soient les tentatives de la bourgeoisie pour tenter de minimiser cette réalité, notamment à

travers les campagnes déployées à l'échelle internationale sur le prétendu "désarmement") l'éclosion dans les consciences ouvrières du lien entre la crise et la guerre et finalement favoriser la prise de conscience de la finalité même des combats menés par la classe ouvrière, à savoir la remise en cause globale de la société bourgeoise.

LES DIFFICULTES DE LA BOURGEOISIE FRANCAISE

8. S'il a fallu 5 ans à la bourgeoisie française pour oeuvrer complètement au rétablissement d'une situation où la répartition de ses forces politiques soit plus en adéquation avec les besoins des années 80, en l'occurrence la droite au pouvoir et la gauche dans l'opposition (le PC retournera dans l'opposition en 84, la droite revenant au pouvoir en 86), "l'accident" de mai 81 n'en a pas moins constitué une brèche qu'elle ne pourra jamais réellement refermer.

C'est ce que viennent de prouver à nouveau les élections présidentielles et législatives récentes : face à la persistance chronique des faiblesses et des anachronismes de la droite française plus éclatée que jamais, le PS, en qualité de seule force politique bourgeoise un tant soit peu solide et cohérente, est de nouveau acculé à assurer la direction de l'Etat. Ainsi confronté à la nécessité d'assumer pleinement et directement ses responsabilités dans la politique de rigueur accrue exigée par le capital national, il hypothèque gravement non seulement son avenir politique propre mais surtout son rôle et sa place d'oppositionnel à la politique de rigueur au sein des forces spécifiques d'encadrement de la classe ouvrière. Dans ce contexte, sa politique gouvernementale actuelle d'ouverture aux centristes apparaît comme un moyen qu'il continuera d'utiliser pour tenter d'éviter d'apparaître comme le seul responsable des attaques et ainsi s'éviter le discrédit total.

Bien que dorénavant solidement ancré dans l'opposition, c'est en effet sur un PC affaibli comme jamais dans son histoire, non seulement électoralement mais aussi dans ses assises mêmes de parti politique bourgeois, que va reposer l'essentiel de la lourde tâche d'encadrement des ouvriers. C'est d'ailleurs consciente de cette situation que la bourgeoisie a cherché par tous les moyens à éviter la relégation et la marginalisation politiques du PC en favorisant le maintien de son groupe parlementaire à l'Assemblée.

Si la venue de la gauche au gouvernement en Mai 81 avait pour cause principale les anachronismes et faiblesses de la droite française, cet "accident" a provoqué un affaiblissement de la bourgeoisie dans son ensemble. La perpétuation de cette situation aujourd'hui accentuée plus gravement encore l'affaiblissement des forces de la bourgeoisie. Car s'il est certain que cet affaiblissement n'empêchera pas la bourgeoisie d'user jusqu'à la corde tous ses moyens de mystifications, il importe d'en mesurer les conséquences à la lumière de celles induites par "l'accident" de mai 81, et qui avait conduit à accélérer notablement tant le discrédit des syndicats de par les liens qui les unissent aux partis de gauche alors au gouvernement, que le phénomène de désyndicalisation et de méfiance croissante dans les rangs ouvriers envers les actions syndicales.

La situation ainsi créée, en réduisant de manière sensible les possibilités de partage du travail entre forces d'encadrement de la classe ouvrière, ne peut donc qu'accroître les difficultés de la bourgeoisie sur le terrain des luttes que les fractions d'extrême-gauche ne peuvent "combler" à elles seules : car si ces dernières seront les principaux artisans pour contrer les luttes sur le terrain, encore faut-il qu'elles puissent le faire en référence et en s'appuyant sur les organes traditionnels d'encadrement de la classe ouvrière que sont la gauche et ses syndicats ainsi que l'ont encore montré tant la grève à la SNCF que celles plus récentes à Chausson ou à la SNEOMA.

Cependant, cela ne signifie pas que la voie du développement des luttes en France soit facile. C'est tout le contraire :

- Bien que la dynamique d'affaiblissement du PC soit appelée à se poursuivre, il faut se garder de sous-évaluer les efforts de la bourgeoisie pour tenter de la ralentir, et surtout de sous-estimer la capacité de ce parti de constituer encore pour longtemps un obstacle important au développement de la lutte de classe, à travers notamment une radicalisation accrue.

- De ce fait, les gauchistes vont pouvoir continuer d'apparaître en tant que critiques de ce parti et de son syndicat, la CGT. Ainsi, il dispose encore de toute une marge de manœuvre avant de se dévoiler pleinement aux yeux de la classe ouvrière comme des agents du capital ; marge de manœuvre d'autant plus importante que leur non participation au gouvernement les préserve du discrédit qui pèse sur les partis de la gauche officielle.

PERSPECTIVES DE LA LUTTE DE CLASSE

9. Alors que la bourgeoisie française a déjà largement "tiré sur la corde" des conditions de vie ouvrières au cours des deux années écoulées et que les attaques qu'elle va devoir mener pour sauvegarder au mieux les intérêts du capital national ne pourront être que plus massives et brutales encore, c'est à une classe ouvrière aux fortes potentialités de lutte qu'elle va devoir s'affronter. Politiquement affaiblie par rapport aux exigences des années de vérité, la bourgeoisie française va en effet devoir attaquer une classe ouvrière qui a tiré les principales leçons de la défaite de la grève à la SNCF et qui, dans la période à venir, va s'affronter à la résolution de la difficile mais incontournable question de l'unification des luttes, seul moyen pour la classe ouvrière d'imposer à la bourgeoisie un réel rapport des forces à même de la faire reculer ne serait-ce que momentanément. Et dans ce combat, les ouvriers au chômage auront un rôle important à jouer. De plus en plus nombreux, exclus de tout cadre d'entreprise, ils seront en effet de plus en plus "condamnés" à se battre pour survivre, et ce non seulement pour eux-mêmes mais de plus en plus en lien avec les ouvriers actifs.

Si la grève des chantiers navals de Dunkerque en juin 86, en posant explicitement la question de la nécessité de lutter ensemble annonçait en quelque sorte la grève à la SNCF qui éclatera quelques mois plus tard, de même les grèves récentes tant à Chausson qu'à la SNEOMA, éclatant au beau milieu de la campagne électorale pour les élections présidentielles, viennent confirmer les importantes potentialités de la lutte de classe en France, mais viennent également éclairer toute l'ampleur du déploiement de "radicalisme" employé par la bourgeoisie pour ne pas se laisser déborder. La question de l'unification, présente dès aujourd'hui dans la situation, sera la question centrale des prochaines années. Pour difficile et longue à résoudre qu'elle soit, l'unification sera le terrain privilégié de l'affrontement de la classe ouvrière au syndicalisme de base. Car ce que révèle tout particulièrement la lutte à la SNEOMA, c'est la capacité d'adaptation de la bourgeoisie, par le biais de ses appendices les plus radicaux que sont les gauchistes, pour coller au plus près des préoccupations et poussées de la classe ouvrière pour mieux défaire immédiatement les luttes mais aussi dénaturer ses armes de combat. En effet, si lors des grèves à la SNCF, le syndicalisme de base s'était "contenté" de maintenir la lutte isolée des autres secteurs de la classe ouvrière, tout comme il s'était "approprié" le besoin de "prise en main" des luttes en l'organisant dans des structures de centralisation particulièrement propices à ses manœuvres, les récentes luttes ont montré la capacité qu'ont ces organes de la bourgeoisie d'aller jusqu'à organiser des parodies d'extension dans le cadre de la corporation pour mieux dégoûter les ouvriers de son arme essentielle.

S'adapter aux poussées et préoccupations de la classe ouvrière, telle est l'essence et la raison d'être du syndicalisme de base. Face à une tendance de plus en plus nette et marquée à l'extension des luttes, le syndicalisme de base, sous peine de

(SUITE PAGE 5)

REFUSONS L'AUSTERITE SOCIALISTE !

(SUITE DE LA PAGE 1)

signifie dans la réalité : travailler pour un revenu de misère) et cela pour une période de 6 mois (renouvelable, si le chômeur se montre bien discipliné et obéissant). De plus, cette mesure est très restrictive vu ses conditions d'attribution : seules 500.000 personnes pourraient y avoir droit, alors que le Conseil économique et social compte 2.500.000 personnes qui n'ont pas le minimum vital ! Mais en plus, cette misérable obole est la vitrine qui sert à cacher une attaque bien plus énorme encore et qui touche la réglementation des chômeurs en stage. Tout le battage sur les possibilités accrues de faire des stages de formation, destinées soi-disant à donner une seconde chance aux chômeurs, cache dans les faits une attaque sur deux niveaux :

- 1) la baisse du temps de rémunération des chômeurs -les périodes de stage seront comptabilisées comme des périodes de chômage alors qu'auparavant le temps passé en stage s'ajoutait au temps de chômage-;

- 2) pour la plupart (avec le changement de réglementation des organismes payeurs) cela va se traduire par une baisse du taux de rémunération du chômage : 1000F en moins par mois en moyenne. Les chômeurs qui viennent de commencer à supporter les conséquences de ces nouvelles mesures ne sont pas dupes de la vraie signification du plan emploi "socialiste" : une centaine de stagiaires de l'AFPA à

Toulouse ont manifesté le 15.09 devant le Ministère du travail contre l'application de ces mesures.

"L'EDUCATION", autre priorité du gouvernement socialiste, et au centre des thèmes de la campagne électorale. Là aussi, les faits démentent la réalité des discours sur "la promotion de l'égalité des chances", "l'amélioration du cadre de vie", "l'amélioration de la situation des personnels pour renforcer la qualité des services", "une meilleure adaptation de la formation aux exigences de l'avenir". La rentrée scolaire de septembre 88, c'est, dans les faits, 12000 jeunes qui n'ont pas trouvé de place dans les lycées d'enseignement professionnel ; la surcharge des effectifs dans les lycées qui a provoqué comme jamais auparavant de nombreux mouvements de protestation dans différentes villes en France : à Tours par exemple, tous les lycées se sont mis en grève en soutien au lycée Grammont pour protester contre le manque de 30 postes d'enseignants et des classes de 40 à 50 élèves ! Mais aussi de nombreux mouvements dans les écoles primaires contre les classes surchargées, la pénurie d'instituteurs. Quant aux mesures sur "la revalorisation du métier d'enseignant" promises par Jospin, cela veut dire simplement : une dégradation bien plus forte encore des conditions de travail et de vie des enseignants.

Mais il y a encore des mesures bien plus graves et plus profondes que toutes celles qui sont tombées jusqu'à présent contre la classe ouvrière qui se préparent depuis plusieurs mois maintenant. Ce sont celles qui tournent autour de la REFORME DE TOUTE PROTECTION SOCIALE. La publication dans la presse du rapport "Chotard" alors que celui-ci devait être gardé secret n'est pas une bavure. Il s'agit de préparer l'ensemble de la classe ouvrière à subir un coup extrêmement dur contre le système des retraites (on parle déjà d'une contribution sociale de 3% supplémentaire sur tous les revenus, y compris sur les retraites et les allocations de chômage, d'une baisse importante du montant des retraites, de l'allongement nécessaire de la durée des cotisations, etc.), le droit à la santé (réduction drastique du nombre de lits d'hôpitaux, de leurs capacités d'accueil, augmentation sans commune mesure avec celles qu'on a connues jusqu'à présent de la participation aux frais d'hospitalisation, augmentation des honoraires des médecins, des médicaments...).

Voilà la réalité profonde de la politique de "justice sociale" du gouvernement Rocard. Les ouvriers ne doivent pas se laisser bernier par toutes ses mesures "poudre aux yeux". Ils n'ont qu'une seule réponse à y apporter : engager massivement la lutte.

LA

LES AFFRONTEMENTS DE CLASSE SONT INEVITABLES LA BOURGEOISE S'Y PREPARE

■ En cette rentrée 88, il paraît, d'après les "tenants du savoir" (c'est-à-dire les politiciens, les journalistes bourgeois, etc...), que la situation est meilleure que jamais : l'économie se porte bien (la preuve : la Bourse de Paris vient de retrouver le niveau qu'elle avait avant le "krach" d'octobre 87), la politique gouvernementale est satisfaisante (c'est M. le professeur Barre qui nous le dit) et la situation des ouvriers ne va pas si mal. Signe des temps : le climat social est plutôt calme.

Par contre, depuis quelques semaines, on a droit au spectacle d'un certain remue-ménage dans la classe politique : c'est l'"ouverture", le "recentrage", en un mot ; le "jeu démocratique" classique. Domage qu'il y ait ce trouble-fête de Le Pen !

UNE SITUATION DIFFICILE EN PERSPECTIVE POUR LA BOURGEOISIE

Tout cela n'est que mensonge, intoxication ! La réalité profonde de la situation en France est toute autre :

- au niveau économique, le faux triomphalisme de la bourgeoisie ne peut masquer les difficultés profondes que connaît le capital français (un commerce extérieur toujours lourdement déficitaire, une faiblesse chronique du Franc par rapport aux principales monnaies, etc.) et cela dans un contexte d'aggravation accélérée de la crise mondiale et face à des perspectives dramatiques de récession (cf. p.4). La bourgeoisie en est d'ailleurs inquiète et c'est ce que révèle un de ses grands "experts" en économie, Boissonnat, quand il déclare : "Le volcan n'est pas éteint pour autant. Mais on n'a jamais aussi bien dansé dessus."

- au niveau de la situation ouvrière, le gouvernement socialiste a beau nous lancer de la poudre aux yeux avec ses baisses de TVA sur la vidéo, ou faire de toutes petites marches arrière sur certaines mesures aussi impopulaires que dangereuses prises par le gouvernement Chirac ; il a beau soi-disant se montrer plus équitable, plus "justice sociale" avec son projet sur le ridicule ISF (Impôt-Solidarité sur la Fortune) qui devrait financer le misérable RMI (Revenu Minimum d'Insertion), il n'en reste pas moins vrai que le chômage continue de frapper de plus en plus de familles ouvrières (même les chiffres officiels, pourtant honteusement truqués, n'arrivent plus à le cacher), que des plans de licenciements sont mis en place tous les jours (dernier en date : 1025 licenciements chez Thomson), que le niveau de vie des ouvriers est attaqué de toutes parts (salaires, cotisations sociales, loyers, transports...) et qu'aujourd'hui la bourgeoisie, gouvernement, patronat et syndicats, concocte une série d'attaques (Sécurité Sociale, allocation chômage...) qui va toucher encore plus lourdement et profondément tous les ouvriers (cf. p. 1).

- par contre, il est vrai, en cette rentrée, que le climat social n'a pas été marqué par un développement significatif des luttes ouvrières. Mais cela ne change rien au fait que le mécontentement ne cesse de s'accroître et de se généraliser (comme on le voit déjà s'exprimer aujourd'hui ouvertement dans les services hospitaliers de la région parisienne), qu'il y a de moins en moins d'illusions au sein de la classe ouvrière, que la méfiance vis-à-vis des syndicats est encore plus profonde et que les "branle-bas de combat" qu'ils lancent quotidiennement, surtout la CGT, pour désamorcer la combativité font de moins en moins recette.

La situation est difficile pour la bourgeoisie en France. D'un côté l'état de son économie l'oblige à attaquer encore plus violemment et sans attendre une classe ouvrière qui n'est pas prête à se laisser faire ; d'un autre côté, elle se doit d'être capable de faire face au mieux aux réactions sociales violentes et massives que sa politique provoquera inévitablement. Pour cela, s'impose à elle une nécessité vitale : renforcer ses armes politiques et syn-

dicales, c'est-à-dire sa gauche dans l'opposition.

Si le PC et la CGT jouissent, dans l'opposition, d'une certaine capacité à encadrer, dévoyer et saboter les luttes ouvrières, il n'en est pas de même pour le PS qui, aujourd'hui, est plus que jamais empêtré dans les responsabilités de l'Etat bourgeois, alors que sa place devrait être auprès du PC et de la CGT. C'est ce besoin impératif d'élargir et de renforcer sa gauche dans l'opposition qui mobilise aujourd'hui toutes les énergies de la bourgeoisie et le remue-ménage politique auquel on assiste n'a de sens que par rapport à lui.

UNE REORGANISATION GENERALE POUR AFFRONTER DES MOUVEMENTS SOCIAUX D'AMPLEUR

Derrière le cirque de l'"ouverture" entamé avec les élections du printemps dernier et qui se développe aujourd'hui, c'est à une réorganisation des forces politiques bourgeoises qu'on assiste.

Cette réorganisation passe, à droite, par un ré-équilibre en faveur de certaines fractions plus conscientes des nécessités et des intérêts généraux de la bourgeoisie dans la période actuelle, et cela au détriment des fractions les plus anachroniques, les plus stupides, celles qui, derrière Chirac en 1981, ont eu la plus grande responsabilité dans la défaite accidentelle de la droite.

C'est ce processus qui se développe aujourd'hui, tant au sein de l'UDF, -avec le dégauchissement progressif du DS de ses alliances, la mise en avant de Raymond Barre ou les tentatives de Giscard de rassembler autour de lui- qu'au sein même du RPR avec la place de plus en plus marquée des "rénovateurs" type Séguin, Noir ou Carignon au détriment des Pons, Pasqua et Cie. Et ce processus est encouragé par Mitterrand lui-même et son gouvernement d'"ouverture" car il s'agit, à terme et si possible le plus rapidement, de reformer une droite plus cohérente, plus unie, plus apte à gouverner afin de pouvoir libérer et renvoyer le PS, ou du moins une partie des socialistes, dans l'opposition.

Si cette réorganisation est engagée aujourd'hui, elle n'est pas prête d'aboutir dans l'immédiat et connaît encore d'importantes difficultés : à droite, du fait de la concurrence qui persiste pour le leadership entre Barre, Giscard et Chirac ; au sein même du PS où des tiraillements existent et se sont manifestés récemment encore entre les fractions de "gauche" autour de Mauroy et les fractions de "droite" plus gestionnaires autour de Fabius.

Il n'empêche que la bourgeoisie met tous ses efforts dans cette réorganisation pour être la plus apte possible, à terme, à faire face à des combats de classe déterminants pour le futur. Si elle cherche, comme le dit Rocard, à "mettre le temps de son côté" en faisant croire que tout va mieux, en évitant de porter des attaques contre les ouvriers trop frontalement, cela ne signifie en rien qu'elle néglige les risques immédiats d'explosion de luttes ouvrières massives.

C'est pour cela qu'elle continue de chercher à renforcer ses actuelles forces d'encadrement et en particulier les syndicats. C'est le sens des changements importants qui surviennent aujourd'hui à la direction de la CFDT (cf. article ci-dessous) ou l'élimination de dirigeants trop mous comme Sainjon à la CGT. Pour la CFDT, il s'agit de refaire "peau neuve", de se donner une image plus "d'opposition" pour essayer de retrouver une certaine crédibilité qu'elle a perdue depuis 1981 du fait de ses liens avec le PS ; pour la CGT, c'est la confirmation d'une stratégie "radicale" de présence permanente sur le terrain des luttes.

La classe ouvrière est avertie : que ce soit aujourd'hui ou demain, la bourgeoisie utilisera les armes les plus affûtées possible pour faire obstacle et enrayer ses luttes. Aux ouvriers d'affirmer leur autonomie et leur force de classe contre la bourgeoisie et ses forces de gauche.

JE

"DROITS DE L'HOMME" , CAMPAGNE "ANTI-LE PEN"

Un même brouillard idéologique

■ Le spectacle politique à la sauce rock bat son plein, fait recette chez les petits bourgeois. SOS-Racisme nous gratifie depuis quelques années de grands concerts rock. Nous avons également connu l'époque des concerts pour l'aide aux populations affamées en Ethiopie, au Sahel etc... qui se sont, comme tout le monde sait aujourd'hui, terminées par de rocambolesques détournements de fonds ou de marchandises à des fins politico-militaires dans le meilleur des cas. Il y a eu aussi les campagnes de "Médecins du monde" et "sans frontières", pour l'Afghanistan notamment, qui ne font que participer à leur manière à la guerre impérialiste.

A peine ces feux se sont-ils éteints qu'une nouvelle campagne mondiale patronnée par "Amnesty International" recommence sur la "défense des Droits de l'Homme". Plusieurs concerts sont programmés de par le monde et la bourgeoisie "fait très fort", "met le paquet" avec de grandes vedettes médiatiques : Bruce Springsteen, Michel Jonasz, Sting, etc... Et alors que ce spectacle était programmé à Bercy, le samedi 6 septembre, Le Pen se paye le luxe de faire son fameux calembour "Durafour crematoire" provoquant un tollé général qui n'avait d'autre but que de donner encore un peu plus de crédit à la campagne sur les Droits de l'Homme. Tout paraissait être prêt pour cette belle opération médiatique. A

peine Le Pen venait-il de finir son discours que toutes les radios, toutes les télévisions reprenaient à l'envie ses déclarations, stigmatisaient cette attitude et dénonçaient ce "fasciste" de Le Pen... Toutes les cliques politiques ajoutèrent si bien leurs couplets qu'on en fit une affaire nationale. Et enfin, le président Mitterrand en a profité pour envoyer un message de "soutien" et de "sympathie" à lire au cours du concert de Bercy. Il a envoyé ses vœux pour que "ces artistes de tous pays" se fassent entendre pour la défense des libertés contre l'asservissement, pour la démocratie et les "Droits de l'Homme".

Indépendamment de cette opération politicienne, nous savons à quoi ont déjà servi, dans l'histoire, ces campagnes pour la "défense des libertés", des "Droits de l'Homme". Elles ont permis de justifier les pires exactions de la bourgeoisie. La 1ère guerre mondiale a été justifiée, en France, par la lutte pour la "démocratie" contre le "militarisme allemand", pour la "civilisation" contre la "barbarie". Nous avons même entendu les syndicalistes révolutionnaires de la "Bataille syndicaliste" parler de "croisade démocratique". Il est inutile de s'étendre sur la 2ème guerre mondiale au cours de laquelle le fascisme et la "barbarie" nazis ont pu diablement servi à tout cacher et occulter.

C.F.D.T. : une direction plus "radicale" pour mieux saboter les luttes ouvrières

■ Début septembre, la bourgeoisie nous a fait tout un battage sur le départ d'Edmond Maire et la nomination de Jean Kaspar et d'une nouvelle direction de la CFDT. En clair, la CFDT fait peau neuve ; avec un nouveau secrétaire général dont l'image de marque est celle d'être un "homme de terrain", un "homme de concertation", "plus collectif", la CFDT cherche à se refaire un "look" qui, elle l'espère, et avec elle l'ensemble de la bourgeoisie, doit lui permettre de regagner du crédit dans la classe ouvrière et de mieux jouer son rôle anti-ouvrier, de faire oublier ses liens avec le PS.

Son crédit s'est réduit considérablement avec le développement des luttes ouvrières, mais aussi depuis l'élection de Mitterrand en 1981. Avec le PS au pouvoir, la CFDT s'est trouvée confrontée, de par sa filiation importante avec le PS, à défendre quasi-ouvertement la politique gouvernementale de celui-ci : la politique d'austérité de 1983 -"Serrez-vous la ceinture, ça ira mieux demain avec le socialisme de Mitterrand !" - et c'est elle qui, en 84, a signé en tête les accords avec le CNPF sur le fameux "aménagement du temps de travail".

Aussi, son rôle ne pouvait que s'affaiblir dans les rangs ouvriers. Les mensonges sur l'issue à la crise, sur le travail "aménagement", se sont révélés avec l'aggravation des conditions économiques et la détérioration des conditions de vie, le chômage, la misère.

Les ouvriers ont vécu dans leur chair la validité des perspectives illusoire comme celle des 35 heures et de l'aménagement du temps de travail : l'organisation du chômage généralisé.

Toute la démagogie cédétiste des années 70 a éclaté avec 7 ans de gouvernement PS, PS qui défendait alors, avec la CFDT, l'autogestion, les 35 heures, la "qualité du travail" et un cortège tous azimuts d'hypocrisies ouvriéristes.

Afin de faire oublier tout ça, la CFDT a mis un autre masque sur sa tête, parce que le nombre de ses militants se réduit à vitesse grand V et surtout parce que la bourgeoisie française a besoin de couvrir le champ social au maximum face aux risques d'explosions ouvrières. Ce n'est pas par hasard que le changement de direction a été décidé après la réélection de Mitterrand cette année : c'est parce que si les 2 ans de gouvernement Chirac avaient pu lui permettre à nouveau un langage plus combatif, plus militant, la réélection de Mitterrand en 88 a entraîné ce changement.

Depuis trop longtemps, la CGT est seule dans la course contre l'incendie qui menace. Et c'est une faiblesse pour la bourgeoisie. Il faut également que la CFDT participe à l'éteindre et de façon plus efficace, plus crédible qu'auparavant. La CGT a pu, grâce au retour en fanfare du PCF dans l'opposition en 84, se préserver une image ouvrière, et surtout ne pas se démasquer autant que la CFDT. La bourgeoisie a besoin de toutes ses forces pour s'opposer à la lutte de classe.

Maire le dit : "Ce que la CFDT doit craindre, c'est l'enlèvement, ne pas savoir rattraper son retard sur la société" (!). Et encore : "Quels objectifs devons-nous renouveler pour qu'ils correspondent à ce que veulent les gens. Notre problème est d'abord là." C'est-à-dire s'adapter pour être crédible et mieux tromper les ouvriers pour les entraîner dans des voies de garage.

Avec un dirigeant "moderne", "moins intellectuel", plus "prolo", la CFDT a aussi rectifié le tir des revendications qu'elle va mettre en avant. Bien sûr, non seulement la CFDT continue à lancer ses appels pour soi-disant "créer des emplois en travaillant moins", mais elle surenchérit encore au nom de "la bataille pour le pouvoir d'achat et les salaires".

Les grèves du printemps dernier en France (Chausson, SNEOMA) ont encore confirmé que la peur du chômage n'est plus un frein à la lutte et que les ouvriers sont aujourd'hui déterminés à exiger des salaires décents, à résister à l'austérité, à la misère.

La CFDT, de concert avec la CGT, va se lancer à présent dans la lutte de façon plus efficiente, pour sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie, contre la classe ouvrière.

PPR

Voilà le travail des bonnes âmes, des démocrates ! Aujourd'hui encore, l'aide apportée par les "démocrates" de l'Ouest à l'Irak n'a pas empêché les massacres et notamment le début de génocide des populations kurdes.

Les bruits actuels autour de Le Pen et des Droits de l'Homme ont un but bien plus modeste : servir de faire valoir à la "gauche" qui, au pouvoir, va obligatoirement se déconsidérer encore un peu plus aux yeux des ouvriers quand elle va être contrainte d'accroître l'austérité et les politiques anti-ouvrières.

M.Rx.

Un an après l'effondrement boursier d'octobre 1987 "TOUT VA TRES BIEN, MADAME LA MARQUISE" !

■ Un an après l'effondrement mondial des bourses en octobre 1987, la machine capitaliste tourne mieux que prévu. L'effondrement boursier n'a pas été suivi d'un effondrement économique. Qui plus est, dans les pays les plus industrialisés du bloc occidental, les six premiers mois de 1988 ont été marqués par un "maintien voire une légère accélération de la croissance". Mais derrière les "Tout va très bien !" dont on abreuve aujourd'hui les téléspectateurs, au milieu du tintamarre des olympiades en Corée du Sud (ce modèle de réussite capitaliste), il y a la réalité. Celle de millions d'être humains au Bangladesh inondé, condamnés à mourir de faim ou de maladies par manque de moyens économiques; celle du chômage dans tous les pays, qui coupe toute perspective aux nouvelles générations et contraint les anciennes à accepter des conditions de travail et de salaire de plus en plus difficiles; la perspective d'une aggravation de cette situation, car la machine financière du capital, loin d'avoir retrouvé une quelconque santé au cours des derniers mois, a vu s'approfondir ses plaies les plus graves.

L'EUPHORIE DES BORGNES

"Le climat ambiant est incontestablement à l'euphorie", constate, à propos des milieux financiers internationaux, un journaliste de "La Tribune de l'Expansion". Le 22 septembre, l'indice de la Bourse de Paris rattrape le niveau d'octobre 1987: "Paris a effacé le krach !" titre, triomphale, la presse, (rappelant cependant parfois, que c'est loin d'être le cas pour les Bourses de New York ou de Londres). A la veille des réunions monétaires de Berlin, le FMI laisse connaître ses nouvelles prévisions pour 1988: la production du monde devrait augmenter de 3,8% au lieu de 2,8% comme prévu précédemment; celle du Japon de 5,8 au lieu de 4,1; celle des Etats-Unis de 3,9 au lieu de 2,9; celle de l'Allemagne Fédérale de 2,3 au lieu de 1,7. Tout va pour le mieux ou, du moins, le moins mal possible... car le seul ordre des choses "possible" c'est évidemment celui que nos dirigeants se donnent tant de mal à gérer.

Mais ce n'est là qu'une face de la monnaie. L'autre face, c'est la misère croissante et la perspective de son développement sous l'aiguillon de l'approfondissement de la crise capitaliste. Car si "tout ne va pas bien" pour les classes exploitées, le cœur financier de la machine des exploités va lui aussi de pire en pire. Depuis sa dernière syncope boursière, la plus importante depuis plus d'un demi-siècle, l'économie mondiale se heurte au développement de la FAILLITE: après 20 ans de fuite dans le crédit et l'endettement massif, les échéances de remboursement sont là... et il y a de moins en moins de monde capable de payer. Faillite des pays moins développés incapables de rembourser leurs dettes, ni même les intérêts de ces dettes. Développement des faillites de pans entiers du système bancaire dans les pays plus industrialisés. Et le pire est devant nous...

LA FAILLITE DES MOINS DEVELOPPES

Depuis le début des années 80, l'incapacité des

pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Europe de l'Est (en particulier la Pologne) de rembourser leurs dettes a constitué un problème financier majeur. Malgré des politiques "de rigueur" destinées à sur-exploiter la main d'œuvre locale pour tenter de gagner en compétitivité, la seule "solution" trouvée jusqu'à présent par les gouvernements des pays centraux a été d'ouvrir de nouveaux crédits, de créer de nouvelles dettes. Aujourd'hui ces politiques s'avèrent un échec et n'ouvrent d'autre perspective que celle que les spécialistes appellent "un krach de la dette". Fin avril 1988, le nombre de pays ayant d'importants arriérés dans leurs remboursements était plus élevé qu'en 1982; en un an les arriérés de ces pays à l'égard du FMI ont augmenté de 64% !

La hausse généralisée des taux d'intérêt, qui a repris de plus belle depuis le printemps de cette année ne fait qu'accroître automatiquement le poids de ces dettes. Or en même temps, le revenu de ces pays ne cesse de se dégrader, en particulier sous le poids de l'effondrement des cours des matières premières, ce qui interdit d'autre perspective que l'aggravation de la situation. X

"Les taux d'intérêt ne cessent de grimper. En valeur réelle, c'est à dire sans l'inflation, ils tournent autour de 6%, soit une valeur bien supérieure aux taux de croissance de la plupart des pays en développement." ("Libération", 15/9/88)

Les gouvernements des pays centraux s'orientent vers la solution consistant à annuler une partie, une petite partie, de cette dette pour les pays les plus pauvres. Cela ne les dispensera pas d'ouvrir de nouvelles vannes de crédit, les planches à billets, pour parer au plus pressé: le président du FMI n'a-t-il pas demandé un doublement des quotas à verser par les pays membres afin de faire face aux échéances immédiates.

Certains voudraient y voir un signe de générosité et de puissance des principales banques mondiales. En réalité c'est un constat de faillite et d'impuissance des mécanismes économiques capitalistes.

LES FAILLITES DU SYSTEME BANCAIRE

Mais la faillite du capital dans ses zones moins développées n'est qu'une manifestation des contradictions qui le rongent en son cœur même, au centre des pays les plus puissants. Les Etats-Unis, première puissance économique, celle dont les déficits servent de "locomotive" à l'économie mondiale, n'ont pu jouer ce rôle d'entraînement qu'en s'endettant dans des proportions qui eurent semblé impossibles il y a seulement quelques années. C'est ainsi qu'en l'espace de 8 ans l'endettement du capital américain à l'égard des capitaux étrangers a presque triplé (la seule dette fédérale brute est passée de 914 milliards de dollars en 1980 à 2585 milliards en 1988; elle devrait augmenter de 10% en 1989) et rien ne permet d'entrevoir comment ni quand une telle dette, autrement plus importante que celle de tous les pays périphériques rassemblés, pourrait être remboursée. Le degré d'endettement de l'économie domestique est encore plus élevé.

Ici aussi, les échéances arrivent à terme et les problèmes d'incapacité à rembourser se multiplient.

La faillite des caisses d'épargne américaines illustre bien la gravité de la situation et son manque de perspective.

"Sur les 3100 caisses d'épargne et de crédit que compte le pays, plusieurs dizaines ont disparu depuis le début des années 80, 497 - dont les dépôts totalisent 127 milliards de dollars - étaient considérées comme INSOLVABLES à la date du 5 septembre." ("Le Monde", 8/9/88). Le président du Federal Home Loan Bank Board, organe chargé de faire face à cette situation déclarait froidement: "Nous n'avons pas une minute à perdre, car le montant de la douloureuse augmente de 1 milliard de dollars par mois."

En Norvège, c'est tout le système bancaire qui se trouve mis en question par des problèmes d'insolvabilité.

Tout ne va pas bien, Madame la Marquise. La croissance de l'année 88 n'est pas le produit d'une résolution des problèmes de fond qui avaient conduit à l'effondrement d'octobre 87. Ces problèmes (endettement, insolvabilité) n'ont fait que s'aggraver.

APRES LES ELECTIONS AMERICAINES, LES NUAGES SOMBRES DE LA RECESSION

En réalité, le maintien d'une certaine croissance économique dans les principales puissances industrielles a encore une fois, ces derniers mois, reposé sur la politique des déficits américains.

Le gouvernement américain n'avait pu répondre à l'effondrement d'octobre que par une relance immédiate du crédit, marquée notamment par une baisse forcée des taux d'intérêt. L'effet de relance de ces injections d'argent ajouté à celui de la politique pré-électorale des républicains, dont toute la campagne est basée sur les soi-disant réussites de la politique réaganienne, sont à l'origine du non effondrement économique du début 1988. C'est dire toute la précarité d'une telle croissance.

La bourgeoisie européenne a conscience de la fragilité de la situation qui déclare par la bouche d'un de ses éminents représentants: "Je ne suis pas totalement rassuré sur ce qui va se passer aux Etats-Unis. Je crains un ralentissement de l'activité économique et une baisse du dollar après l'élection présidentielle" (Raymond Barre, 23/09).

Le monde craint le ralentissement de l'économie américaine car il sera celui de l'économie mondiale. Mais ce ralentissement est aussi inéluctable que l'impossibilité pour les USA de laisser s'emballer encore la croissance de leur endettement.

Un des principaux signes annonciateurs d'un ralentissement de l'activité économique est la hausse des taux d'intérêt. Aujourd'hui ces taux ont retrouvé, dans les principaux pays, leur niveau d'octobre 87. C'est qu'il n'y a pas eu depuis cette date de véritable amélioration des bases de l'économie mondiale. Il n'y a eu de répit pour la crise qu'en surface et au prix de nouvelles difficultés pour demain.

Telle est la réalité qui transparait derrière les louanges au capitalisme moderne chantées lors de ce premier anniversaire du "krach d'octobre".

24/09/88. RV

TRACT DU C.C.I. AUX U.S.A.

NON AUX ELECTIONS ! OUI A LA LUTTE DE CLASSE !

Depuis plusieurs mois, la campagne électorale présidentielle bat son plein aux USA. Dans le tract que nous publions ci-dessous, nous dénonçons le rideau de fumée que constitue, aux USA comme partout ailleurs, cette mystification dont le seul ob-

jectif vise à dévoyer les ouvriers de leur terrain de classe. Quel que soit celui qui en sortira vainqueur - démocrate ou républicain -, de gauche ou de droite, ce sera une politique d'austérité encore plus dure qui sera menée contre la classe ouvrière.

■ Tous les quatre ans, le plus grand de tous les cirques débarque en ville: le cirque électoral. Les maîtres de l'arène de ce cirque-là sont guidés par le principe cynique selon lequel il naît un imbécile toutes les minutes. Avec leur art de la démagogie et de la prestidigitiation, ils essaient de nous faire tous passer pour des imbéciles. Ils nous disent qu'en votant à leurs élections-bidon nous sommes libres, nous participons à la détermination du destin de la société. Mais c'est un mensonge, une escroquerie.

Pour les travailleurs, les élections capitalistes ne veulent rien dire. Nous n'avons rien à gagner, quel qu'en soit le résultat. Que ce soit un libéral ou un conservateur, que ce soit Jackson ou Bush, Dukakis ou Cuomo qui gagne, nous aurons toujours l'escalade des attaques des plans d'austérité, les préparations guerrières et l'enfoncement du capitalisme dans la misère et la souffrance. Il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé en France où les ouvriers ont élu un gouvernement "socialiste" en 1981 et ont subi les mêmes attaques de leurs conditions de vie que les travailleurs des pays gouvernés par la droite comme celle de Reagan ou Thatcher.

Aujourd'hui la gauche mobilise autour de la campagne de Jesse Jackson qui prétend être le champion de la classe ouvrière, mais dont la fonction réelle pour le capitalisme est de ramener les ouvriers noirs désillusionnés et tous les ouvriers combattifs sur le terrain électoral, là où leur colère et leur

combativité sont inoffensives. La campagne de Jackson ne menace pas le capitalisme et n'offre même pas la promesse d'une "justice économique". Elle sert plutôt le capitalisme en dévoyant et brouillant les luttes de ceux qui ont commencé à comprendre la nécessité de lutter contre ce système; elle ne fait que répandre des illusions sur la possibilité d'obtenir une amélioration des conditions de vie dans le système capitaliste.

La classe dominante a une stratégie pour nous encadrer et nous maintenir sous son contrôle. Cette stratégie utilise une division du travail entre la droite et la gauche. Pendant que la droite gère les attaques du gouvernement contre les ouvriers et les pauvres, la gauche participe à faire passer l'austérité en prétendant s'opposer à la politique du gouvernement de manière à pouvoir contrôler le mécontentement de la classe ouvrière et le canaliser dans des impasses. Ces dix dernières années, alors que les syndicats ont eu des mots très durs contre les attaques de l'administration de Reagan, ils ont contribué à faire avaler des baisses de salaires et les pertes d'une série d'avantages. Alors que les politiciens démocrates ont fait d'éloquents discours sur la "justice économique" et ont même contrôlé les deux chambres du Congrès, les Démocrates ont aidé à faire passer les coupes dans le budget qui ont tailladé le niveau de vie.

Les ouvriers n'ont pas d'autre choix que de rejeter cette campagne idéologique de la classe domi-

nante et de se mettre en lutte pour défendre leurs intérêts contre les attaques capitalistes. La crise économique est inexorable. Les choses ne vont qu'empirer, comme elles n'ont cessé de le faire depuis plus de dix ans maintenant. Contre la crise économique, contre les attaques et l'austérité, contre la mystification électoral, il n'y a qu'une réponse: la lutte de classe.

Alors que les syndicats et la gauche essaient de nous dévoyer en mobilisant pour la campagne électorale, il nous faut redoubler d'efforts pour résister aux baisses de salaires, aux licenciements et à l'accélération des cadences. Nous devons tourner le dos au cirque électoral et démarrer la lutte. Nous devons étendre les luttes, établir des liens avec les ouvriers des autres secteurs et des autres lieux de travail. Nous devons prendre nos luttes en main, organiser des assemblées ouvrières massives et élire des comités de grève contrôlés directement par les grévistes. Ce n'est que de cette façon que les ouvriers pourront développer un mouvement révolutionnaire qui sera capable d'affronter ouvertement et de détruire le système capitaliste, de le remplacer par un autre système où l'exploitation de l'homme par l'homme sera bannie à jamais.

Le cirque électoral est en ville; aux ouvriers de montrer qu'ils n'achèteront pas de billets.

INTERNATIONALISM
Section du CCI aux USA

SOLIDARNOSC, PRINCIPAL ARTISAN DE LA DEFAITE OUVRIERE

Le 31/8 dernier, la rencontre entre le ministre de l'Intérieur Koyzak et le désormais célèbre "pompier volant" Walesa sanctionnait la défaite de la vague de luttes ouvrières qui a secoué la Pologne tout au long du mois d'août, faisant suite à celle du printemps dernier. Cette rencontre, où les deux protagonistes s'entendaient sur les moyens de rétablir l'ordre remis en cause par les grèves, était l'aboutissement des manœuvres conjuguées du gouvernement et du syndicat Solidarnosc, qui tout au long du mouvement se sont partagés le travail pour saboter la formidable combativité des ouvriers et la dévoyer vers des impasses (cf. RI n°171). Le lendemain, c'est sans rencontrer beaucoup de résistance que Solidarnosc va partout faire reprendre le travail. En échange de quoi ? La vague promesse de la tenue d'une "table ronde" où seraient discutées la question du "pluralisme syndical", celle du "fonctionnement de l'Etat" et de "l'accélération de la modernisation de l'économie". Des revendications contre les hausses de prix et le rationnement et pour des augmentations de salaires qui avaient entraîné dans la lutte des dizaines de milliers d'ouvriers, il n'en est pas question ! Ce au nom de quoi les ouvriers de Pologne ont repris le travail n'est pas seulement leur du point de vue de ce que valent les promesses de tout Etat capitaliste, c'est dans son contenu même le pire piège qui soit. Car c'est au nom de la "légalisation" de leur pire ennemi, de l'organisation qui -depuis sa création à la fin de l'été 1980- n'a eu de cesse d'être le premier saboteur de la lutte ouvrière, le meilleur garant de la paix sociale, que les ouvriers se sont laissés progressivement déposséder de leur combat, avant d'être contraints de l'abandonner.

Certes, c'est la rage au ventre que les ouvriers ont repris le travail, et ce d'autant plus que la fin des grèves a laissé libre court au déchaînement de la répression étatique : licenciements de plusieurs centaines de grévistes dans les mines de Haute Silésie et dans les aciéries de Stalowa-Wola, arrestations et enrégimentement de force dans l'armée de jeunes ouvriers combattifs. Cela dans le contexte où face à la situation de misère généralisée qu'ils subissent, la colère des ouvriers reste entière. En ce sens, la situation reste explosive en Pologne et la défaite des luttes du mois d'août ne peut être qu'une défaite momentanée, tout comme celle du printemps dernier qui n'avait pas empêché que la classe ouvrière reparte au combat quelques mois plus tard.

LA BOURGEOISIE POLONAISE ENFONCE LE CLOU DE LA DEFAITE

C'est pourquoi le déroulement des événements en

Pologne depuis la fin des grèves, doit d'abord être compris comme une politique active de la bourgeoisie polonaise visant à renforcer la défaite que viennent de subir les ouvriers et à les désarmer face aux inévitables combats à venir.

D'abord en faisant en sorte que le syndicat Solidarnosc sorte relativement "blanc" de l'opération, ne soit pas démasqué en tant que tel aux yeux des ouvriers. Tout un partage du travail s'est opéré au sein du syndicat, laissant à Walesa le rôle du "traître" qui a négocié dans son coin la reprise du travail, pendant que l'ensemble de l'appareil syndical se donnait l'image de celui "qui n'a pas été consulté". Ainsi si dans plusieurs usines le nom de Walesa a été souvent hué, à chaque fois c'est au nom de "Walesa a trahi Solidarnosc" que cela s'est fait. En ce sens, il est clair que les illusions sur le "syndicalisme libre" et sur Solidarnosc en particulier, continuent de peser d'un poids énorme sur la conscience des ouvriers polonais.

Ensuite, depuis la reprise du travail, l'arme qui a servi à désarmer progressivement les ouvriers tout au long du mouvement, la focalisation de toute l'attention sur la question de la légalisation du syndicat, a été déployée avec encore plus d'énergie et toutes les forces de la bourgeoisie s'y sont mises. La polarisation sur la tenue ou non de la fameuse "table ronde", puis sur la question de savoir si on y aborderait ou non le problème du "pluralisme syndical", l'aveu au grand jour de divergences au sein du parti polonais sur cette question et finalement la spectaculaire démission du gouvernement, servent une chose : entretenir et renforcer l'illusion parmi les ouvriers polonais que l'enjeu de la situation dépend de la légalisation du syndicat, et de l'existence d'un peu plus de démocratie dans l'organisation de l'Etat bourgeois polonais.

Pour les ouvriers, la focalisation sur la "légalisation de Solidarnosc" est non seulement une impasse, un piège, puisqu'elle les amène à se détourner de leur terrain de classe, à se lier les mains et à ne subir que des défaites, mais surtout elle permet de développer une campagne d'intoxication s'appuyant sur un monstrueux mensonge : la bataille pour la "légalisation" serait déterminante pour les luttes ouvrières à venir qui, si elle aboutissait, changeraient la face de la Pologne".

Or, de cela, les 8 dernières années ont fait la démonstration du contraire : jamais les ouvriers de ce pays n'ont été aussi impuissants, désarmés, entravés dans le développement de leur lutte, que depuis l'existence de Solidarnosc.

Dans le mouvement de 80-81, c'est Solidarnosc

légalisé qui a progressivement dépossédé les ouvriers de leur lutte, qui n'a cessé d'étouffer les foyers les plus combatifs (c'est dans cette période que Walesa a forgé sa réputation de "pompier volant"), qui s'est évertué à dévoyer le combat sur le terrain bourgeois de la démocratie, du syndicalisme, du nationalisme et les a désarmés face à la répression de Jaruzelski (n'est-ce pas Walesa lui-même qui avait salué, quelques mois auparavant, l'arrivée de cet "homme raisonnable" et qui se vantait même d'"aimer les militaires"?)

Depuis cette date, c'est Solidarnosc clandestin qui a montré ses capacités de sabotage des luttes que ce soit lors des mouvements en 82 ou en 88, où il n'a pas eu besoin du tampon officiel du gouvernement, pour travailler main dans la main avec ce dernier contre les luttes ouvrières.

Comme le disait très clairement Kuron, un des principaux "experts" de Solidarnosc, en mai dernier : "Contrairement à juillet-août 80, l'opposition dispose aujourd'hui de structures organisées capables de contrôler les événements".

L'expérience le prouve : qu'il soit clandestin ou légalisé cela ne change rien au fait que fondamentalement Solidarnosc est une arme de la bourgeoisie.

On peut même affirmer que sa situation actuelle de syndicat "illégal", clandestin lui permet d'être encore plus mystificateur. Il arrive même à mobiliser les ouvriers pour sa propre défense. Aussi il est à parier que la bourgeoisie polonaise n'est pas prête à changer cela en lui octroyant un statut légal. Au contraire, elle a tout intérêt à maintenir la situation en l'état, à l'exploiter au maximum comme elle le fait déjà aujourd'hui en faisant traîner les négociations sur cette question.

La classe ouvrière en Pologne se trouve aujourd'hui confrontée au même piège que les ouvriers des pays les plus avancés ont dû affronter depuis des décennies. C'est justement ce retard du prolétariat des pays du bloc de l'Est, dû à son manque d'expérience des obstacles du syndicalisme, qui constitue la principale entrave au développement des combats de classe dans ces pays.

Les ouvriers des pays "démocratiques" d'Europe occidentale ont, en ce sens, une responsabilité particulière vis-à-vis de leurs frères de classe en Pologne. Seul le développement de leurs luttes et en particulier leur capacité à déjouer les pièges du syndicalisme sous toutes ses formes, peuvent apporter une réponse au combat de la classe ouvrière en Pologne.

J.P.
25/09/88

Résolution sur la situation en France

(SUITE DE LA PAGE 2)

perdre rapidement tout son crédit, ne s'opposera pas frontalement à la classe ouvrière ; son rôle consiste et consistera de plus en plus à empêcher que l'extension ne trouve son débouché naturel dans l'unification des luttes de la classe ouvrière, synthèse politique de l'extension et de la prise en main de ses luttes par la classe elle-même. Que la bourgeoisie soit contrainte de déployer ses pièges les plus pernicios et les plus radicaux face aux ouvriers encore au travail, ne doit laisser subsister aucune illusion sur le fait qu'elle ne restera pas inactive face au surgissement de nouveaux comités de chômeurs qui ne pourront manquer de resurgir dans l'avenir face au développement accéléré de ce "fléau social" ; comme l'ensemble de la classe ouvrière, les ouvriers au chômage ne pourront faire l'économie de l'affrontement au syndicalisme de base à l'instar de tous les organes de lutte dont cherchera à se doter la classe ouvrière. C'est au prix de ce processus lent et difficile mais incontournable que se trouve la perspective de l'unification des luttes, par-delà les corporatismes ou les clivages entre actifs et chômeurs. En ce sens, la rue sera de plus en plus le lieu privilégié pour que la classe ouvrière avance dans cette voie contre tous les clivages entretenus savamment par l'ensemble des forces de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

10. Dans une telle situation caractérisée aussi bien par les potentialités de lutte de la classe ouvrière que par la maturation importante qui s'opère en son sein, s'il sera essentiel pour les révolutionnaires d'être présents et actifs au sein de ces combats sans craindre de devoir être minoritaires, il sera tout aussi fondamental de savoir s'orienter face à la complexité et l'accélération des situations : et cela passe par la nécessité de savoir distinguer dans le cours fluctuant de la lutte de classe ce qui relève de la dynamique de prise de conscience de la classe ouvrière, de sa tendance à la prise en mains de ses luttes, et ce qui relève de l'initiative du syndicalisme de base. S'il sera important de savoir encourager et impulser toutes les expressions de vie de la classe, de favoriser son processus de politisation, que ce soit au travers des assemblées générales, des comités de chômeurs, des comités de lutte ou encore des cercles de discussion, il sera particulièrement fondamental de savoir tout autant discerner ce qui relève des tentatives de doter ces organismes de structures prématurées de centralisation, terrain de prédilection des manœuvres des spécialistes de l'extrême gauche du capital. C'est en effet au cœur de cet affrontement entre

GREVE DE 100 000 POSTIERS EN GRANDE-BRETAGNE une lutte massive mais isolée

Le 31 août, le syndicat-maison (UCW) appelle l'ensemble du personnel des postes en Grande-Bretagne à 24 h. de grève (pour la première fois depuis 1971) en focalisant le terrain revendicatif sur une question de primes spécifiques pour certains employés, alors que depuis des mois l'ensemble des postiers avait dû subir toute une série d'attaques. Cette action syndicale n'eut pas le résultat attendu : au lieu du dévouement escompté, elle provoqua l'effet inverse.

Le lendemain, les ouvriers prenaient eux-mêmes l'initiative de poursuivre la lutte : dès lors, la grève se répandit comme une trainée de poudre dans tous les centres, mobilisant bientôt 100.000 postiers.

Malheureusement, malgré son caractère massif, toute sa détermination et son énorme combativité, le mouvement dans les postes a été marqué par le corporatisme : d'un bout à l'autre, la lutte est restée enfermée dans le même secteur, isolée, sans réussir à s'étendre.

Bien que momentanément débordé, le syndicat mettant en avant que c'était lui qui avait lancé le mouvement à travers sa "journée de lutte", il se donnait immédiatement une image combative lui permettant de reprendre très vite le contrôle de ce mouvement. Ainsi, c'est lui qui tout au long de la grève, allait "organiser" des piquets volants entre plusieurs centres, verrouillant, asphyxiant la lutte selon une tactique éprouvée consistant à faire d'une

les deux classes antagoniques de la société que se forge la conscience ouvrière, mais aussi qu'émergeront de nouvelles énergies révolutionnaires.

Aussi ne percevoir derrière les grèves que des escarmouches sans lendemain, et derrière les efforts de prise de conscience de la classe ouvrière que des fantasmes de révolutionnaires "illuminés", ne conduirait qu'à se condamner à n'être que des spectateurs impuissants de ces combats vers l'unification et la constitution du prolétariat en classe révolutionnaire. Que le processus soit long et difficile car hérissé d'obstacles n'est pas fait pour surprendre les révolutionnaires : car le combat que mène aujourd'hui la classe ouvrière dans ses luttes de résistance est LA condition pour assumer toujours plus pleinement et consciemment l'aspect politique et historique de ses luttes économiques. Et c'est sur ce terrain que, sans fatalité historique mais aussi sans raccourcis imaginaires d'impatience volontariste, se joue la réunion des conditions même de la révolution communiste.

lutte impliquant tous les ouvriers, une "lutte des postiers" et encourageant chaque centre à défendre "ses" revendications spécifiques.

Une fois les ouvriers ainsi précipités vers la défaite, c'est cette même stratégie que le syndicat va continuer d'utiliser pour appeler les ouvriers à la reprise du travail le 12 septembre et à "négocier" sur les revendications particulières de chacun, centre par centre.

Comme beaucoup d'autres luttes partout, celle menée durant trois semaines dans les postes britanniques constitue une nouvelle fois la preuve que quels que soient le niveau de combativité et l'ampleur d'un combat ouvrier, inévitablement celui-ci ne peut aller qu'à la défaite si la lutte ne se dégage pas du piège du corporatisme et si les ouvriers laissent l'initiative de leur lutte, son extension, son organisation, sa direction entre les mains des syndicats.

YD

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.

Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 10 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS

D (Rouen) : 600f + 200f ; Ph (Le Havre) : 300f ; D.S. (Pau) : 900f ; P et B (Paris) : 400f ; Ph : 200f

Nantes (RP du 11 juin) : Egan : 14f ; Stanley : 25f ; A.L. : 100f ; Baccalao : 12f ; Picpus : 50f.

Tours : (permanence du 23.07) : Paulo : 20f ; Patrick : 50f ; Mallers : 100f (permanence du 28.10) : Mallers : 67f ; Stanley : 50f ; Adso : 20f ; G.P. : 50f ; Dédé : 50f.

Bordeaux (RP du 18 juin) : EVJC : 251f.

TOTAL : 3459f
TOTAL GENERAL : 12 125f.

LE CAPITALISME NOUS ENTRAINE VERS LE NEANT

IL FAUT LE DETRUIRE ! (suite de la p. 1)

En prolongeant aujourd'hui l'agonie du capitalisme, ce sont tous les traits les plus saillants de cette décadence qui apparaissent dans toute leur horreur, en même temps qu'éclatent au grand jour toutes les contradictions internes, insolubles de ce système.

Ainsi, le capitalisme dispose de forces technologiques telles qu'il est capable d'envoyer des hommes sur la Lune, de produire des armes monstrueuses susceptibles de détruire des dizaines de fois la planète, mais il est incapable pour protéger les populations des pays exposés aux cataclysmes naturels de construire des digues, de détourner des cours d'eau, d'édifier des maisons qui puissent résister aux tremblements de terre ou aux ouragans.

Pire encore, ce n'est pas seulement dans l'incapacité du capitalisme à prévenir ces catastrophes qu'éclatent dans toute leur nudité les contradictions du système, mais aussi dans son incapacité à remédier aux effets dévastateurs de ces catastrophes. Ce que la bourgeoisie appelle aujourd'hui "l'aide internationale" aux populations sinistrées est un ignoble mensonge. Ce sont tous les Etats, tous les gouvernements de la classe dominante qui sont directement responsables des souffrances et de la détresse de ces 30 millions de sans-abri au Bangladesh, de ces hommes qui tombent chaque jour comme des mouches, victimes de la dysenterie, du choléra ou de la faim.

Alors que des millions d'enfants sont aujourd'hui menacés par la famine, dans les grands centres industriels du capitalisme, ce sont des milliers de tonnes de lait qu'on détruit chaque année pour éviter une chute brutale des cours sur le marché. Alors que dans les pays ravagés par la mousson ou les cyclones, la population en est réduite à se battre pour une ration de céréales, les gouvernements des pays de la CEE prévoient de geler 20% des terres cultivables pour cause de... surproduction ! Et c'est avec un cynisme encore plus crapuleux que la bourgeoisie de tous les Etats affirme froidement qu'"on estime à 2000 le nombre d'hélicoptères nécessaires à secourir la population bangladaise... L'aide internationale n'en a fourni qu'une vingtaine" ("Libération") alors que les forces armées du Pacte de Varsovie et de l'OTAN possèdent à elles seules plus de 10 000 hélicoptères !

Aux meilleurs sentiments et à l'humanisme bourgeois, il y a des limites. Malgré les larmes de crocodiles des curés et autres âmes charitables de tout poil, malgré la "bonne volonté" affichée par les gouvernements, ces limites sont dictées par le fait que la bourgeoisie ne peut pas détourner les lois de son système, et cela d'autant qu'après plus d'un demi-siècle de décadence, ces lois lui échappent totalement comme en témoignent aujourd'hui les catastrophes accidentelles en série qui frappent la population des pays les plus industrialisés.

Ces accidents en cascade ne sont que les conséquences désastreuses des politiques de "rationalisation" de la production où tous les Etats des pays industrialisés, dans leur quête insatiable de profit, de compétitivité alors que s'aggrave la crise économique mondiale, cherchent à faire des petites économies en grignotant sur tout ce qui concerne la sécurité des ouvriers et de l'ensemble de la population (cf. RI 171). "Rationalisation" totalement irrationnelle où, en fait de rentabilité, le capitalisme se livre aujourd'hui à une destruction de plus en plus massive de forces productives. Destruction de force de travail non seulement avec le développement du chômage mais aussi avec les pertes en vie humaines que provoquent ces catastrophes de même que tous les accidents de travail découlant de cette "rationalisation". Destruction de moyens technologiques avec les fermetures d'usines, mais aussi avec les dégâts matériels causés par tous ces accidents.

Et cet engrenage du capitalisme décadent dans la destruction prend des dimensions bien plus terrifiantes encore avec la production massive d'engins de mort toujours plus sophistiqués. Toute la technologie la plus avancée est aujourd'hui orientée vers la production d'armements dans la perspective de massacres bien plus meurtriers que ceux qui se déchangent à l'heure actuelle - même en temps de "paix" - au Moyen-Orient avec le génocide de la population civile dans le Kurdistan irakien (cf. p.8). Pour ce monstre sanguinaire qu'est le capitalisme décadent, l'horreur ne connaît pas de limite.

Mais toutes ces destructions qu'engendre ce sys-

tème moribond ne sont que la partie visible de l'iceberg. Elles ne sont que les manifestations extrêmes d'un phénomène plus général qui affecte tous les rouages de la société capitaliste. Elles ne traduisent rien d'autre que la réalité d'un monde en pleine décomposition.

LA DECOMPOSITION IDEOLOGIQUE DE LA SOCIETE CAPITALISTE

Cette décomposition ne se limite pas au seul fait que le capitalisme est incapable de dominer les lois de la nature, incapable de maîtriser les moyens qu'il a mis en oeuvre pour son propre développement. Elle n'atteint pas seulement les fondements économiques du système. Elle se répercute aussi dans tous les aspects de la vie sociale à travers une décomposition idéologique où les valeurs de la classe dominante en continuant à s'effondrer entraînent à présent avec elles un effondrement de toute valeur rendant possible la vie en société.

Aujourd'hui, l'impasse économique dans laquelle est acculé le système capitaliste, engendre une misère et une barbarie telles que c'est l'image d'un monde sans avenir, un monde au bord du gouffre, qui s'impose à toute la société. Du fait que, de façon immédiate, aucune perspective ne semble s'ouvrir pour la société, on voit se développer de plus en plus depuis le début des années 80, des idéologies minoritaires de type nihiliste (telle que l'idéologie "punk", par exemple), expression d'une société qui est de plus en plus aspirée vers le néant.

Cette décomposition des valeurs bourgeoises n'est pas un phénomène récent. Elle était déjà marquée dès la fin des années 60 par l'apparition d'idéologies marginales, telles que les communautés hippies, qui pouvaient encore véhiculer l'illusion d'une possibilité de constituer des îlots d'une autre société, fondés sur d'autres rapports sociaux, au sein même du capitalisme. Aujourd'hui, du fait de l'évidence depuis le début de cette décennie, de l'impasse économique dans laquelle s'enfoncent la société, les "années de vérité" (2) sont venues balayer toutes les expressions idéologiques propres aux "années d'illusion". A l'utopie du "peace and love" des communautés hippies a fait place le "no future" des bandes de "punks", "hooligans" ou "skin heads" semant la terreur au coeur des grandes villes. Ce n'est plus l'amour, le pacifisme, la non-violence béate des communautés marginales des années précédentes, mais la haine, la violence, le désir de tout casser qui animent cette frange de la jeunesse livrée à elle-même dans un monde sans espoir, un monde qui n'a rien d'autre à lui offrir que la perspective du chômage et de la misère. L'usage de la drogue elle-même prend aujourd'hui une signification nouvelle, exprimant non plus la fuite dans les chimères mais une fuite en avant effrénée dans la folie et le suicide. Ce n'est plus pour "planer" collectivement autour d'un "joint" de marijuana que toute cette partie de la jeunesse s'accroche aux drogues les plus dures, mais pour "s'éclater", se "défoncer".

Toute la vie sociale est aujourd'hui asphyxiée par les relents nauséabonds de cette décomposition des valeurs dominantes. C'est le règne de la violence, de la débrouille individuelle, du chacun pour soi qui gangrène la société et particulièrement ses couches les plus défavorisées, avec son lot quotidien de désespoir et de destruction : chômeurs qui se suicident pour fuir la misère, enfants qu'on viole et qu'on tue, vieillards qu'on torture et assassine pour quelques centaines de francs... Partout l'insécurité, la terreur permanente, la loi de la jungle, le terrorisme qui se développent de plus en plus dans les grandes concentrations industrielles sont aujourd'hui une manifestation criante de l'état avancé de décomposition de cette société.

Si, jusqu'à présent, le capitalisme avait pu repousser à la périphérie (les pays sous-développés) les manifestations les plus extrêmes de sa propre décadence, cette pourriture lui revient aujourd'hui comme un boomerang, le touchant en son coeur même. Et cette décomposition qui gagne les grands centres industriels n'épargne désormais aucune classe sociale, aucune classe d'âge, même pas les enfants.

Jusqu'à présent on connaissait la criminalité et la délinquance des enfants dans les pays du "Tiers-Monde" où le marasme économique chronique plonge depuis des décennies les populations dans une misère atroce et le chaos généralisé. Aujourd'hui, la prostitution des enfants sur les trottoirs de Manille ou les moeurs de gangsters des gamins de Bogota ne sont plus des fléaux lointains et exotiques. C'est au coeur même de la première puissance mondiale, dans l'Etat le plus développé des USA - la Californie - qu'apparaît maintenant ce phénomène, aux portes de la Silicon Valley, région où se trouve concentrée la technologie la plus avancée du monde. Aucune image ne peut résumer de façon plus édifiante les contradictions insolubles que porte en lui le capitalisme décadent. D'un côté, une accumulation gigantesque de richesses, de l'autre, une misère effroyable qui entraîne aujourd'hui des bandes d'enfants dans des moeurs suicidaires : fuite en avant de fillettes à peine pubères dans la prostitution quand ce n'est pas, en quête d'une raison de vivre, dans la maternité ; fuite en avant dans la consommation et le trafic de drogue où ce sont des gosses de 8-10 ans qui sont happés dans la spirale infernale du gangstérisme, du meurtre organisé (dans la seule ville de Los Angeles, ce sont pas moins de 100 000 enfants - membres de gangs responsables de 387 meurtres en 1987 - qui se partagent le marché de détail de la drogue) (3).

Toutes ces manifestations du pourrissement de cette société nous renvoie ainsi l'image hallucinante d'un monde qui court à sa propre perte. Le capitalisme est semblable à un organisme qui est arrivé au bout du rouleau et dont le maintien en vie artificielle ne peut se traduire que par un pourrissement de tous ses organes.

SEUL LE PROLETARIAT PEUT SORTIR LA SOCIETE DE CETTE IMPASSE

Cette décomposition générale de la société n'est pas un phénomène nouveau. Toutes les sociétés décadentes du passé ont connu un tel phénomène. Mais comparées à celles des modes de production antérieurs, les manifestations de pourrissement de la société actuelle prennent les formes d'une barbarie jamais vue dans toute l'histoire de l'humanité. De plus, contrairement aux sociétés du passé où plusieurs modes de production pouvaient exister simultanément dans différentes régions du monde, le capitalisme est devenu un système universel, un système qui a soumis le monde entier à ses lois. De ce fait, les différentes calamités pouvant toucher telle ou telle partie de la planète, dans ce contexte de décomposition générale de la société, se répercutent inévitablement partout ailleurs comme en témoigne, par exemple, l'extension à tous les continents de maladies telles que le SIDA. Ainsi, pour la première fois dans l'Histoire, c'est toute la société humaine qui est menacée d'être engloutie par les manifestations de ce phénomène de décomposition. Par ailleurs, ce pourrissement de la société capitaliste est lié au fait qu'il n'existe aucune possibilité pour que surgissent, au sein de ce système, les fondements d'une nouvelle société. Alors que dans le passé, les rapports sociaux de même que les rapports de production d'une nouvelle société en gestation pouvaient éclore au sein même de l'ancienne société en train de s'effondrer (comme c'était le cas pour le capitalisme qui a pu se développer au sein de la société féodale en déclin), il n'en est plus de même aujourd'hui. La seule alternative possible ne peut être que l'édification, SUR LES RUINES DU SYSTEME CAPITALISTE, d'une autre société - la société communiste - qui pourra apporter une pleine satisfaction des besoins humains grâce à un développement considérable et un épanouissement des forces productives que les lois-mêmes du capitalisme rendent impossibles. Et la première étape de cette régénération de la société, ne peut être que le renversement du pouvoir de la bourgeoisie par la seule classe qui soit aujourd'hui révolutionnaire, la classe ouvrière mondiale.

Les luttes actuelles du prolétariat constituent la seule lueur d'espoir au milieu de ce monde en pleine putréfaction. Dès à présent, les combats de classe qui, depuis vingt ans, se sont développés aux quatre coins de la planète, ont été capables d'empêcher le capitalisme décadent d'apporter sa propre réponse à l'impasse de son économie : le déclenchement de la forme extrême de sa barbarie, une nouvelle guerre mondiale. Cependant, la classe ouvrière n'est pas encore en mesure d'affirmer, par des luttes révolutionnaires, sa propre perspective, ni même de présenter au reste de la société ce futur qu'elle porte en elle. C'est cette situation d'impasse momentanée où, à l'heure actuelle, ni l'alternative bourgeoise, ni l'alternative prolétarienne ne peuvent s'affirmer ouvertement, qui est à l'origine de ce phénomène de pourrissement sur pied de la société capitaliste. Et ce pourrissement est amené à s'amplifier encore avec l'aggravation inexorable de la crise économique.

Ce n'est que par le combat de classe que pourront éclore les germes d'une société nouvelle, que pourront surgir de nouvelles valeurs sociales. Et ces valeurs ne s'étendront à l'ensemble de l'humanité qu'avec l'édification par le prolétariat d'un monde débarrassé des crises, des guerres, de l'exploitation et des miasmes de toute cette décomposition. Le désespoir dans lequel se trouvent plongés de plus en plus toutes les couches non exploitées de la société ne pourra ainsi être surmonté que lorsque la classe ouvrière s'acheminera DE FACON CONSCIENTE vers cette perspective.

Et c'est au prolétariat le plus concentré, le plus expérimenté du monde - celui des pays d'Europe occidentale - que revient la responsabilité historique de se porter à l'avant-garde du prolétariat mondial dans sa marche vers cette perspective. Seule l'étincelle qui surgira de ses combats sera en mesure de déclencher l'incendie de la révolution prolétarienne.

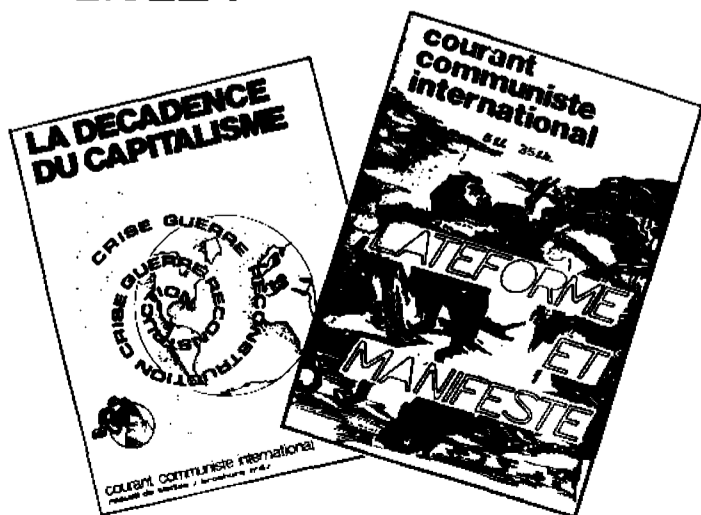
Voilà pourquoi la classe ouvrière doit trouver dans toute cette pourriture qu'elle subit quotidiennement en plus des attaques économiques contre toutes ses conditions de vie, une raison supplémentaire, une plus grande détermination pour développer ses luttes. De la même façon qu'elle doit comprendre que ses luttes contre la misère et l'exploitation portent en elles l'abolition de la barbarie guerrière, elle doit prendre conscience que seuls le développement, l'unification, la généralisation internationale de ses combats sont en mesure de sortir l'humanité de cette impasse, de ce suicide collectif vers lequel la décomposition de ce vieux monde entraîne toute la société.

Avril (19.9.88)

NOTES

- (1) "Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel".
- (2) Voir la Revue Internationale n° 20, "Années 80, années de vérité".
- (3) Source : "Le Monde Diplomatique" (septembre 88).

LISEZ :



"JALONS" N' EST PLUS

La revue "Jalons" vient de signer son acte de décès.

En vérité, son sabordage date d'un an, juste après le n°15, pour faciliter l'adhésion de son unique rédacteur, RC, à la FECCI. Comme l'écrit RC :

"Estimant, avec raison qu'un travail d'éclaircissement était primordial, nous avons d'un commun accord (avec la FECCI) suspendu la publication de "Jalons".

En soi cette disparition n'est pas une mauvaise chose. C'est une toute petite source de confusion en moins dans le milieu politique prolétarien. Ce dernier numéro de "Jalons" (n°16) qui paraît aujourd'hui "avec l'aide matérielle et financière de la FECCI", consiste en une autocritique des positions de son auteur (RC) à travers une histoire de sa trajectoire politique depuis 20 ans. Cela vaut la peine d'y jeter un coup d'oeil !

"Avant mai 68, j'ai collaboré avec "ICO" et le "GLAT". (RC omet sa collaboration -sinon son flirt à l'époque- avec la Fédération Anarchiste d'abord et son engouement pour le bordiguisme ensuite, d'avant mai 68).

"Après les événements, j'ai fondé les "Cahiers du Communisme de Conseils".

"Ensuite (1971), j'ai participé au regroupement... du nouveau RI puis du CCI". (RC s'abstient de dire que pour entrer dans RI il lui a fallu d'abord abandonner sa position suivant laquelle la Révolution d'Octobre ainsi que le Parti Bolchevik étaient bourgeois, de même qu'il lui a fallu comprendre le caractère indispensable des organisations politiques dans la révolution prolétarienne).

"A la fin de 76, au sein de celle-ci (l'organisation RI), j'ai effectivement défendu des positions "bordiguistes" et j'y eus une activité fractionnelle avec ceux qui allèrent constituer le GCI".

"En 78, j'ai quitté une première fois le CCI sur des bases "bordiguistes" pour publier "Vers le Parti de Classe" (un seul numéro)".

Après, jusqu'en 82 c'est le vide durant lequel RC "réalise" sa vie personnelle. "Quelques temps, je me suis rapproché de "Communisme ou Civilisation". (Une petite secte bordigo-académiste).

"Lorsqu'en 82 je réintérai le CCI, ma poussée bordiguiste était finie, enterrée. Mon accord avec la "Plateforme" du CCI était profond". (RC ne dit pas

qu'il a fallu de longs mois de discussion pour que la section de Paris accepte, avec beaucoup de réticence et sans grand enthousiasme, cette réintégration. Les plus récalcitrants étaient précisément des membres qui sont aujourd'hui dans la FECCI).

Au début 84, "je suis sorti à nouveau de cette organisation par refus de ce qu'était devenu son mode de fonctionnement..." Une fois de plus RC manque de mémoire. Son départ était surtout dû, d'un côté, au refus de reconnaître la reprise des luttes ouvrières en septembre 83 en Belgique et en 84 en France et, d'autre part, la perspective qu'il a repris du BIPR du cours historique vers la guerre et l'impossibilité de resurgissement de la lutte de classe avant. Son "refus... de son mode de fonctionnement" cache mal son individualisme, son incapacité de s'intégrer dans un travail militant collectif, organisé, ressenti comme une contrainte. "Jalons" c'était la liberté du "libertaire".

1986/87, RC écrit : "j'abondai dans le sens des camarades du FOR avec qui un peu plus tôt j'étais intervenu dans le mouvement lycéens-étudiants". De nouveau RC oublie de dire qu'il "abonde" aussi et dans la même période dans le sens de l'"Union Proletarienne", du représentant du "BIPR" en France, du groupe "Germano", en vue d'un regroupement (avorté) sur la base d'une initiative de "Communisme ou Civilisation". Renaissance du bordiguisme "finie, enterrée".

Enfin, découverte de la "FECCI" (conseilliste) et c'est le mystère de la...rédemption. Tout comme un certain Paul sur la route de Damas, RC a rencontré sur la route de Bruxelles la LUMIERE resplendissante.

Tous les péchés sont rachetés. L'autocritique lui a permis enfin de comprendre que ses erreurs "n'étaient qu'une réaction face au triomphalisme de ceux qui, tous les quatre matins, claironnent l'éclatement de la révolution, un souci de se démarquer d'un activisme aussi facile que dangereux". Aussi, "la barre fut tordue dans l'autre sens".

En somme, c'est la faute du CCI qui, par son triomphalisme (?) a provoqué "par réaction", toutes les erreurs commises par RC, avant et après le départ "Jalons".

On ne peut reprocher à quelqu'un de changer de position, d'opinion. Mais, à regarder la trajectoire

politique parcourue par RC, on ne peut manquer de tirer la conclusion que nous nous trouvons devant un pauvre hère, aux trois quarts aveugle, qui erre dans le milieu prolétarien comme dans un brouillard. Telle une girouette qui tourne sans fin et reste toujours à sa place, RC reste toujours égal à lui-même.

Nous ne répondrons pas à tous les dénigrement que fait RC dans ce dernier numéro de "Jalons" contre le CCI et qu'il appelle "critiques". C'est le coup de pied de l'âne et c'est le prix du billet d'entrée dans la FECCI.

RC a trouvé enfin, après tant de tours et de détours, un havre, même provisoire, et qu'il a bien mérité, pour se reposer de sa fatigue. La FECCI, elle, a gagné un "nouveau militant". Bonne chance !

MC

PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUÈDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
EM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE
INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

R.I. CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 110F ; à 5 : 160F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 70F ; à 3 : 100F
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
15F + 3F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE :
Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se

passent autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

Combat pour le rétablissement de la vérité nous le menons dans cette brochure.

Elle a également un autre but : nous enseigner comment des révolutionnaires mènent un combat jusqu'au bout dans les organisations centristes pour en gagner les meilleurs éléments. Les révolutionnaires des années 20 savaient de l'histoire du mouvement ouvrier qu'on ne quitte pas une organisation sur un coup de tête comme nos petits bourgeois d'aujourd'hui car la classe ouvrière se dote d'organisations révolutionnaires pour son combat et cherche à éviter de s'affaiblir dans des divisions sectaires.

LISEZ

"MAY 68 ET LA QUESTION DE LA REVOLUTION" (P.Hempel)
Disponible à notre boîte postale :
60F + 10F pour frais d'envoi

VIENT DE PARAITRE

RAPPORTS ENTRE LA FRACTION DE GAUCHE DU PC
D'ITALIE ET L'OPPOSITION DE GAUCHE
INTERNATIONALE
1929-1933

Ce complément à notre brochure sur la Gauche Communiste d'Italie a pour but de retracer le combat de la fraction italienne contre l'opportunisme dans l'Opposition internationale de Gauche de 1929-1933. Le courant trotskyste falsifie et cache cette période de son existence. Toutes les histoires "officielles" du trotskysme ne commencent qu'en 1933 quand toutes les Oppositions dans les différents pays européens ont été bureaucratiquement "nettoyées" des meilleurs éléments révolutionnaires dont les gauches italienne, belge, française, etc... Ce

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME : **Les leçons de la Révolution en Allemagne (1918-1919)**

GRENOBLE :
Réunion publique le 15 octobre à 15h, 6, rue Hector-Berlioz.

LILLE :
Réunion publique le 22.10 à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :
Permanence le 19.10 à 18h au café "Le Français" 3, place Antonin Poncet -69002.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 16.10 à partir de 11h30.

MARSEILLE :
Réunion publique le 4.11 à 21h au 205 rue Ste-Cécile, 13005.
Permanence le 12.10 de 18h à 19h à "L'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse le 5.11 au marché de La Plaine, place Jean-Jaurès (5e) de 11h à 12h et le 6.11 au marché aux Puces de 11h à 12h.

NANTES :
Réunion publique le 22.10 à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère,

prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).
Permanence les 7.10 et 4.11 à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les 8.10 et 5.11 de 10h30 à 11h30.

PARIS :
Permanence les 8 et 29.10 à 18h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

ROUEN :
Permanence le 8.10 à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :
Réunion publique le 21.10 à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-De-moiselles).
Permanence les 7.10 et 4.11 à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les 9.10 et 13.11 de 11h à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

TOURS :
Permanence le 15.10 à 17h au café-hôtel "Le Bordéaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les 8.10 et 5.11 de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

MASSACRE DES KURDES

UN GENOCIDE DANS L'INTERET DE L'IMPERIALISME OCCIDENTAL

Le 20 août dernier, jour de la proclamation officielle du cessez-le-feu entre l'Irak et l'Irak, était, selon la tapageuse campagne entretenue par toute la bourgeoisie durant l'été, une date à marquer d'une pierre blanche. La "paix" devait s'installer au Moyen-Orient après huit ans de conflit le plus meurtrier depuis la fin de la seconde guerre mondiale : 1.200.000 morts.

Moins de huit jours plus tard, la "paix" était toujours là mais elle venait de faire 20.000 morts supplémentaires et des dizaines de milliers de blessés. Elle signifiait l'exode pour plus de 120.000 personnes.

Tout avait été utilisé pour éliminer radicalement la population kurde du territoire irakien : l'aviation lâchant à profusion des armes chimiques d'une terrible efficacité pour supprimer d'un seul coup des milliers de vies humaines - efficacité déjà expérimentée au cours de la guerre contre l'Irak et notamment lors du raid faisant aujourd'hui figure de "répétition générale" contre la ville kurde d'Halabja : 5.000 morts au mois de mars, puis le ratissage du terrain par 60.000 soldats-fantassins massacrant indistinctement dans les villages ravagés hommes, femmes, vieillards et enfants, enfin l'artillerie pour décimer les fugitifs. Le résultat : un génocide à grande échelle. L'horreur intégrale.

Cette abomination n'était pas l'oeuvre des hordes fanatisées de Khomeiny dont nos nations "civilisées" avaient fait sans vergogne et avec une hypocrisie

consommée toutes ces dernières années les boucs-émissaires des déchainements de la barbarie. Elle a été méthodiquement perpétrée par l'armée la plus moderne et suréquipée de la région encore sur pied de guerre, par les vainqueurs de la guerre du Golfe.

Mais si l'Etat irakien a été le maître d'oeuvre zélé de ce génocide, les véritables responsables, ce sont ceux qui, aujourd'hui, claquent le plus fort leur "indignation", leur "vive réprobation" face à l'usage de telles méthodes : le gouvernement américain et derrière lui l'ensemble du bloc occidental et notamment nos dirigeants européens. Ce sont eux qui ont guidé le bras meurtrier de la bourgeoisie irakienne.

A quoi correspond cet odieux et répugnant massacre aujourd'hui ? Il est le produit même de l'offensive du bloc occidental dans la région. Il est l'affirmation de la volonté des USA et de l'ensemble du bloc occidental dans une zone stratégique primordiale, dont ils assument désormais, après la soumission de l'Irak, l'entier contrôle de ne plus tolérer le moindre foyer de désordre et de déstabilisation. Le renforcement direct de leur présence militaire en est d'ailleurs la meilleure preuve. Il s'agissait en particulier de mettre un terme à une agitation nationaliste kurde représentant depuis des années, voire des décennies, un abcès permanent de turbulence et de perturbation. Peu importe si la "résistance kurde" a pu être longtemps soutenue, encouragée, utilisée par le bloc occidental dans ses manœuvres, elle constituait désormais un obstacle im-

portant aux intérêts de la "pax americana".

De la même façon que le bloc occidental a été le commanditaire, l'instigateur même de la guerre Iran-Irak, qu'il a alimenté et entretenu ce monstrueux charnier pendant des années, qu'il a joué un rôle décisif pour amener l'Irak à la reddition afin de remettre au pas le "régime des ayatollahs", sa stratégie belliqueuse impose aujourd'hui la "paix" dans la région avec le même cynisme qu'il animait la guerre.

Cirque hypocrite que les menaces américaines de "représailles économiques" envers l'Irak ! Sous le masque mensonger de la "vertueuse indignation", le puissant maître occidental entend simplement signifier à ses "hommes de main", vulgaires exécutants de ses basses oeuvres qu'ils ne doivent pas se montrer trop gourmands aujourd'hui : il ne s'agit tout au plus que d'une pression pour amener l'Etat irakien à modérer ses ambitions démesurées affichées dans les négociations ouvertes avec l'Irak, à limiter ses prétentions notamment sur ses quotas de production pétrolières au sein de l'OPEP. Rien d'autre. Et pour cause : le stade des déclarations verbales n'a pas été dépassé...

Le "nettoyage" horrible et monstrueux de la population kurde en Irak s'inscrivait simplement dans le plan de "paix" du bloc occidental dans la région.

Voilà qui en dit long sur ce que vaut la "paix" dans le capitalisme décadent pour toutes les bourgeoisies du monde !

YD

OLP : hier "terroriste", aujourd'hui larbin du bloc U.S.

Mascarade ! Arafat, le leader et porte-drapeau de l'OLP, hier encore mis au ban de toutes les instances internationales de la bourgeoisie occidentale, présenté partout comme un paria, un hors-la-loi, comme le chef de gang du terrorisme international - malgré son allégeance depuis des années au bloc occidental - est aujourd'hui invité, reçu à bras ouverts, choyé par l'aréopage du parlement européen. Tout le gratin de la bourgeoisie à l'Ouest se bouscule maintenant pour l'accueillir, déploie des offres de service empressées - le gouvernement français et nos bons dirigeants socialistes en tête - et se déclare prêt à composer avec lui pour favoriser la mise en place d'un Etat palestinien.

Pourquoi un tel revirement ? Les dirigeants occidentaux seraient-ils subitement saisis d'un élan de compassion envers ce "malheureux peuple palestinien tant martyrisé". Nullement !

Mascarade ! C'est depuis des mois que la bourgeoisie de l'Ouest se prépare à lâcher les rênes à la bourgeoisie palestinienne, à travers une série d'opérations et de tractations plus ou moins ouvertes :

-c'était l'annonce fin juillet par le roi Hussein de Jordanie de sa décision d'abandonner l'administration de la Cisjordanie ;

-c'était la décision prise par l'OLP en août de continuer à payer les 21.000 salariés travaillant dans les établissements privés comme publics de Cisjordanie qui venaient d'être "lâchés" et licenciés par la Jordanie, dans l'optique de prendre peu à peu le relais de cette administration laissée vacante ;

-ce sont les rumeurs insistantes de création prochaine par le conseil national palestinien d'un gouvernement provisoire dans les territoires occupés, se substituant à l'activité clandestine des "comités populaires de résistance palestinienne" ;

-c'est, parallèlement, un "rapprochement de vues" affiché entre le gouvernement américain "républicain" et le clan israélien traditionnellement perçu comme celui des "colombes" ;

-c'est de façon plus spectaculaire la multiplication des déclarations de plus en plus appuyées d'Arafat, indiquant que l'OLP était prête à reconnaître dans les faits l'Etat d'Israël et à ouvrir des négociations directes avec lui.

Mascarade encore et des plus sinistres ! La situation tangible a un tout autre sens :

Au moment où la "pacification" du Moyen-Orient sous contrôle américain devient une réalité, le bloc occidental ne peut plus se permettre de traîner derrière lui des problèmes sociaux, comme les soulève-

ments et les émeutes de décembre 87 et l'agitation endémique qui règne depuis des mois en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, faisant encourir un danger permanent de remise en cause de ce contrôle.

Mais, au-delà du simple problème palestinien, le but poursuivi, c'est de ressouder le Moyen-Orient face à un autre adversaire : le bloc de l'Est, désigné comme le véritable ennemi, le véritable danger. La "paix" visée entre Israël et l'ensemble des Etats arabes n'a pas d'autre sens. Il s'agit de faire de cette zone un bastion militarisé à un niveau autrement plus solide et plus large qu'au temps où l'Irak du Shah assumait seul ce rôle.

Derrière ces préparatifs, il ne s'agit certainement pas d'un relâchement des tensions guerrières, mais de mieux préparer la région à de nouveaux affrontements, en amenant le Moyen-Orient "pacifié" à fourbir ses armes (qui constituent en ce domaine la réserve la plus riche de toute la planète) contre l'URSS. Ce qui est en jeu, c'est le franchissement d'un nouveau pas dans cette offensive pour étouffer, asphyxier davantage le bloc adverse.

Pour cela, les puissances occidentales sont prêtes à introniser une OLP et à faire une petite place à un Etat palestinien.

YD

LIBRAIRIES

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

- ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.
- BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine.
- " Mimesis", 58, rue de Grassis.
- " Machine à Lire", 13 rue de la Devise
- BREST : "Graphitis", place St Louis.
- CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvère", 3, rue de l'Ente.
- DUNKERQUE : "Maison de la Presse" 34, rue Poincaré.
- LA ROCHE/YON : "Le Chiquito", 83 Bd Maréchal Leclerc
- LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne.
- Maison de la Presse, pl. de la Tremoille
- LE HAVRE : "Presse des Halles", 27 pl. des Halles Centrales.
- LILLE : "Galerie" 57, rue de Bétune.
- "Centre Culturel Libertaire", 1, 2, rue du péage. Métro Fives.
- LYON : "La Gryphe" 5, rue Sébastien Gryphe (7e).
- MELUN : "La Porte ouverte" 19, Général de Gaulle.
- MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la

- République.
- METZ : "Geronimo" 31, rue du Pont des Morts.
- MONTPELLIER : "La Breche", rue de l'Université.
- MONTROUGE : "La Boulangerie" 67, rue de Bagneux.
- NANTES : "Le Bateau Livre", rue Jean-Jaures.
- "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur.
- "Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest
- NICE : "Le Temps de Vivre" 50, Bd de la Madeleine.
- ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance.
- PARIS : "L'Herbe Rouge" Ibis, rue d'Alésia (75015).
- "Parallèles" 47, rue St Honoré (75001).
- PAU : "L'Étincelle", 41, rue Maréchal Joffre.
- " Maison de la Presse, 3 rue de la République.
- TOULOUSE : "Toulouse Presse" 60, rue Bayard ;
- "FNAC", Ibis, place Occitane ;
- "Centre Commercial Reynerie ;
- "Les Arcades", place du Capitole.

LISEZ

LA REVUE INTERNATIONALE No55

- .LES "PAIX" DE L'ETE 1988
- .LUTTES OUVRIERES EN POLOGNE
- .CRISE ET LUTTES OUVRIERES AU MEXIQUE
- .COMPRENDRE LA DECADENCE DU CAPITALISME
- .DECANTATION DU MILIEU POLITIQUE PROLETARIEN ET OSCILLATIONS DU BIPR
- .IL Y A 70 ANS : LA REVOLUTION EN ALLEMAGNE

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "lutes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.